

Les questions allemandes au XXe siècle : identité, démocratie, équilibre européen

Mertes, Claire Skalmowski

Résumé

Ce que nous appelons « la question allemande » regroupe en réalité un ensemble de problèmes de politique intérieure et extérieure dont toutes les solutions proposées sont interdépendantes. Ces problèmes peuvent être ramenés à trois notions clefs : l'identité nationale, la démocratie libérale et l'équilibre européen. Au cours du XXe siècle, la question allemande a tenu en haleine l'Europe et la planète, les précipitant même dans des abîmes et façonnant pour un siècle la carte du monde. Elles ont fini par trouver une réponse durable avec la réunification pacifique de l'Allemagne, le 3 octobre 1990, et l'intégration réussie de la République fédérale dans une Europe occidentale enfin pacifiée.

Abstract

The German Questions in the 20th Century : Identity, Democracy and European Equilibrium, by Michael Mertes

What has been called the "German Question" is a set of interdependent internal and external problems. With their peaceful reunification in 1990, after a century marked by disastrous failures, the Germans finally achieved a democratic nation state, free of irredentism, firmly anchored in the West, and no longer a threat to the European balance of power. While the old "German question" has been answered, lack of innovative dynamism could turn out to be the main German problem in the 21st century.

Citer ce document / Cite this document :

Mertes, Skalmowski Claire. Les questions allemandes au XXe siècle : identité, démocratie, équilibre européen. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65^e année. pp. 799-813;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4984>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4984

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Michael MERTES

Les questions allemandes au XX^e siècle : identité, démocratie, équilibre européen

Ce que nous appelons « la question allemande » regroupe en réalité un ensemble de problèmes de politique intérieure et extérieure dont toutes les solutions proposées sont interdépendantes. Ces problèmes peuvent être ramenés à trois notions clefs : l'identité nationale, la démocratie libérale et l'équilibre européen. Au cours du XX^e siècle, la question allemande a tenu en haleine l'Europe et la planète, les précipitant même dans des abîmes et façonnant pour un siècle la carte du monde. Elles ont fini par trouver une réponse durable avec la réunification pacifique de l'Allemagne, le 3 octobre 1990, et l'intégration réussie de la République fédérale dans une Europe occidentale enfin pacifiée.

Politique étrangère

Depuis l'Empire jusqu'à la République fédérale d'aujourd'hui, l'aspiration de l'Allemagne à être placée sur un pied d'égalité en Europe et dans le monde fut une des constantes de la politique étrangère allemande – exception faite du *III^e Reich* qui visait l'asservissement de l'Europe voire de toute la planète¹. Mais si l'Allemagne de Guillaume II se comportait en nouveau riche n'ayant pas encore trouvé sa place dans le club des gens distingués et cherchant à masquer un certain manque d'assurance par l'étalage bruyant de sa force, l'Allemagne d'Adenauer, de Brandt et de Kohl, en revanche, apprit à atteindre ses objectifs sans faire de bruit, en « *tirant habilement le plus large profit possible d'une souveraineté limitée*² ». En cette ère de mondialisation qui restreint la souveraineté des États, ce savoir-faire particulier pourrait bien servir d'atout à l'Allemagne de demain.

Michael Mertes est rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Rheinischer Merkur* (Bonn).

Ce texte a été traduit par Claire Skalmowski.

1. Voir Gregor Schöllgen, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, C. H. Beck, Munich, 1999, p. 224-228.

2. Selon la formule pertinente de Daniel Vernet, « *Kluge Ausschöpfung begrenzter Souveränität. Die Europa-Politik der rot-grünen Koalition* », *Internationale Politik*, n° 11, 1999, p. 11-18.

Quoi qu'il en soit, la question allemande ne peut être correctement comprise qu'à condition de ne pas en dissocier les aspects intérieurs et extérieurs ; ceux-ci doivent au contraire être considérés dans leur intégralité et comme des éléments interdépendants. Depuis la fin du Saint Empire romain germanique, en 1806, et celle des guerres napoléoniennes, en 1815, le cœur même de la question allemande s'est en effet cristallisé autour de trois grands thèmes : *identité nationale, démocratie libérale, équilibre européen*, qui sont autant de grandes questions :

- Y a-t-il adéquation totale entre l'Allemagne État et l'Allemagne nation, entre la citoyenneté et la nationalité allemande³ ?
- Un État national allemand est-il compatible avec une constitution libérale-démocrate ?
- Enfin, l'unité nationale des Allemands peut-elle se faire sans perturber l'équilibre des forces en Europe ?

Ces trois problèmes peuvent servir de fil conducteur tout au long de l'histoire complexe de l'Allemagne du XX^e siècle. Le *deutsches Reich* (1871-1918) et la république de Weimar (1919-1933) n'en ont donné qu'une solution partielle. Le *III^e Reich* (1933-1945) les a aggravés de façon inimaginable. Et paradoxalement, c'est la division de l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et pendant la guerre froide qui a préparé les réponses permettant d'y apporter des solutions durables.

Du *deutsches Reich* au *III^e Reich*

Le deutsches Reich (1871-1918)

Identité nationale : l'Allemagne de Bismarck était un État national excluant cependant – selon la conception de l'époque – une part

3. Le terme allemand *Volk* (peuple) possède trois significations se recoupant partiellement. Le sens pourrait en être rendu par les termes grecs *Ethnos*, *Laos* et *Demos* : dans le sens de *Ethnos*, *Volk* désigne une communauté d'origine, autrement dit un groupe d'individus possédant des ancêtres communs qui font d'eux des parents éloignés (c'est du moins ce qu'ils croient). La deuxième signification, *Laos*, fait allusion aux gens simples, à la masse. Vu sous cet angle, le « peuple » représente le contraire de l'élite, des puissants – le terme est teinté d'un brin d'*Ethnos* et d'un brin de *Demos*. Selon la troisième signification – *Demos* – c'est le peuple national qui est désigné, c'est-à-dire la communauté de l'ensemble des citoyens nationaux. C'est dans ce sens-là que la constitution allemande, la *Grundgesetz*, emploie en divers endroits le terme *Volk*. Dans l'article 20 par exemple : « Toute autorité publique émane du peuple. » (*Alle Staatsgewalt geht vom Volke aus*).

importante de la nation allemande, en l'occurrence les Autrichiens. L'intégration des minorités polonaise et danoise fut aussi un échec, et aucune réconciliation ne put venir à bout des divergences franco-allemandes à propos de l'Alsace-Lorraine. En 1886, quinze ans après la fondation du *Reich*, Friedrich Nietzsche pouvait déplorer que les Allemands fussent « *plus inconcevables, plus amples, plus contradictoires, plus inconnus, plus déconcertants, plus surprenants et même plus effrayants que d'autres peuples ne s'imaginent l'être. Ils échappent à toute définition et font, pour cette raison déjà, le désespoir des Français. C'est un trait distinctif des Allemands qu'on voit toujours reparaître chez eux cette question : "Qu'est-ce qui est allemand ?"* »⁴ ».

Démocratie libérale : le *deutsches Reich* s'était fondé sur l'alliance de princes allemands confortés par l'armement prussien et sur l'enthousiasme patriotique d'une grande partie de la bourgeoisie. C'était une monarchie constitutionnelle mais non parlementaire. À vrai dire, avec son droit de vote généralisé et identique pour tous les hommes (mais non les femmes), et ses lois exemplaires sur la sécurité sociale promulguées dans les années 1880, il comportait également – par rapport à d'autres pays européens – des aspects tout à fait démocratiques et modernes.

Équilibre européen : Bismarck savait que les autres puissances redoutaient que l'avènement du *Reich* germano-prussien ne déstabilisât l'ensemble du système européen. Il était obsédé par le « cauchemar des coalitions », autrement dit des alliances formées contre l'Allemagne. C'est la raison pour laquelle il chercha à convaincre ses voisins européens que le rêve d'une grande Allemagne s'était évanoui et que le nationalisme allemand était « saturé ». Mais la situation restait instable. Pour la maîtriser, il fallait un homme d'État capable de s'auto-limiter intelligemment, doué de l'extrême dextérité requise pour « jongler avec cinq balles en même temps » et qui sût servir « d'intermédiaire honnête » pour concilier les puissances. C'est précisément ce qui faisait défaut aux successeurs de Bismarck. « Le *Reich* inconstant » de Guillaume II connut ainsi un isolement croissant, aux conséquences catastrophiques pour l'Allemagne et l'Europe.

4. *Par-delà le bien et le mal*, 8^e partie, paragraphe 244. Traduction de Geneviève Bianquis. Aubier, collection bilingue [NdT].

La République de Weimar (1919-1933)

Identité nationale : l'irrédentisme allemand se trouva ré-alimenté. Ce qui avait été le fruit d'une autolimitation intelligente sous Bismarck fut désormais interdit par les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale : en l'occurrence, l'accès de l'Autriche qui s'était déclarée « Autriche allemande » (*Deutsch-Österreich*) après la dissolution de la monarchie danubienne. Fut également interdite l'incorporation des régions habitées par les Allemands des Sudètes et appartenant à la nouvelle République tchécoslovaque. À cela vinrent s'ajouter des concessions territoriales à la Pologne et le retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

Comme le souligne Heinrich August Winkler : « *Après 1918, toutes les forces politiques allemandes, de l'extrême gauche à l'extrême droite, étaient partisans d'une grande Allemagne – en particulier les sociaux-démocrates qui se considéraient comme les héritiers de 1848 et donc d'une époque durant laquelle le mot d'ordre national était encore “de gauche” et, à un degré bien moindre, les nationaux allemands sous empreinte prussienne et protestante, gardiens du tout jeune nationalisme “de droite” de l'ère Bismarck*⁵. » En Autriche également, ce sont surtout les socialistes et notamment leur chef de file, Otto Bauer, qui prônaient l'Anschluss – ainsi que les partisans du « pangermanisme », anticatholiques et antisémites de l'aile droite de l'éventail politique.

Démocratie libérale : la république de 1919 était un État constitutionnel libéral et démocratique, porté par ce que l'on a appelé la coalition de Weimar, qui se composait de sociaux-démocrates, de catholiques et de libéraux. Née sous le signe de la défaite militaire, elle sombra avant tout parce que les démocrates ont été trop peu nombreux à s'engager pour elle – le fait qu'elle ait eu très tôt trop d'ennemis en son sein ne fut que la seconde raison de son effondrement.

Équilibre européen : contrairement à l'empire « semi-hégémonique », la république de Weimar ne mettait pas en danger la stabilité de l'ensemble du système européen à cause de sa puissance mais en raison de ses faiblesses internes. Depuis ses origines, aux allures de guerre civile, jusqu'à son déclin à partir de la crise de 1929, elle ne connut qu'une

5. Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen*, C. H. Beck, Munich, 2000, volume II, p. 645.

courte phase de consolidation, entre 1924 et 1928. Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères, fut une figure marquante de ces années-là. C'est durant son mandat que furent signés les accords de Locarno (1925) décrétant l'inviolabilité de la frontière occidentale de l'Allemagne et entamant une phase de détente franco-allemande. En 1926, l'Allemagne fit aussi son entrée dans la Société des Nations (SDN). Enfin, par le biais du traité d'amitié et de neutralité germano-soviétique (1926), l'Allemagne utilisait l'URSS – une fois de plus depuis Rapallo, en 1922 – pour contrebalancer le poids de la France et de la Grande-Bretagne. Jusqu'à la fin de guerre froide, le nom « Rapallo » resta le symbole négatif d'une politique allemande de la « balançoire » entre l'Est et l'Ouest.

Mais la première démocratie allemande souffrait d'une contradiction tragique : sur le plan intérieur, sa raison d'État tendait vers la forme parlementaire adoptée par l'Occident ; sur le plan extérieur, en revanche, cette même raison d'État appelait à une révision des traités imposés par les Alliés – n'était-ce qu'au regard de la frontière orientale de l'Allemagne. Ce hiatus se traduisit de la façon suivante : « *La Grande-Bretagne et la France représentant l'ordre hai imposé par Versailles, la raison d'État extérieure se trouva précisément dirigée contre les puissances dont le nouvel État aurait absolument dû adopter les valeurs politiques*⁶. »

La dictature national-socialiste (1933-1945)

Le *III^e Reich*⁷ ne fut porteur d'aucune solution. Bien au contraire, les aspirations à une grande Allemagne tombèrent dans la démesure, et la question allemande fut pour longtemps défigurée.

Identité nationale : en 1938, l'*Anschluss* de l'Autriche et l'incorporation des régions habitées par des Allemands des Sudètes et appartenant à la Tchécoslovaquie semblaient concrétiser le rêve ancien d'une

6. Klaus Hildebrand, *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1995, p. 890.

7. L'appellation *Drittes Reich* (*III^e Reich*) devrait figurer entre guillemets dans la mesure où il ne s'agit pas d'un comptage historique mais d'une désignation à connotation pseudo-religieuse choisie par les Nazis eux-mêmes. Elle fut inspirée par la vision apocalyptique d'un « royaume millénaire » dans l'Apocalypse de saint Jean, faisant elle-même référence au « quatrième royaume » du prophète Daniel. En Allemagne, le terme *Reich* (royaume, empire) a toujours eu également une connotation religieuse, que l'on ne peut plus guère comparer qu'avec le mythe russe faisant de Moscou la « troisième Rome », l'héritière de Byzance.

grande Allemagne. Mais la doctrine de la supériorité de la race « aryenne », pierre angulaire de l'idéologie nazie, n'avait pas de limites (au sens propre comme au sens figuré). La folie d'un « *Reich* germanique » dépassait même le cauchemar d'une grande Allemagne ; elle légitimait la logique criminelle de l'invasion et de l'extermination. Au cœur du *III^e Reich*, l'interprétation nationalo-raciste de l'identité nationale fut synonyme de discrimination, de privation de droits, d'expulsion et d'assassinat des Juifs allemands.

Démocratie libérale : le *III^e Reich* était un système totalitaire qui tenta de trouver sa légitimité dans l'assentiment quasi plébiscitaire des masses et dans les succès populaires qu'il remporta à ses débuts dans la lutte contre le chômage et dans la remise en cause de l'ordre imposé par le traité de Versailles. Ce que les nazis appelèrent « *la solution finale à la question juive* », autrement dit le meurtre systématique de six millions de Juifs européens durant la Seconde Guerre mondiale (et à l'arrière de ses fronts), témoigne sans ambiguïté du fait que le national-socialisme n'était pas simplement la variante allemande du fascisme européen de l'entre-deux-guerres⁸.

Équilibre européen : dans son ouvrage très influent intitulé *Équilibre ou hégémonie*⁹ (*Gleichgewicht oder Hegemonie*), publié pour la première fois en 1948, l'historien Ludwig Dehio décrivit la guerre d'invasion et d'extermination menée par Hitler comme « *le dernier combat hégémonique* » de l'histoire européenne récente. En tout cas, c'est une puissance maritime extra-européenne – les États-Unis – qui s'établit à l'ouest du continent à l'issue de cette guerre pour garantir l'équilibre européen face aux visées expansionnistes soviétiques. Certes, le *Reich* allemand dans ses frontières du 31 décembre 1937 (frontières auxquelles se référaient « *les droits et les responsabilités des quatre puissances vis-à-vis de l'Allemagne dans son ensemble et de Berlin* »¹⁰) conservait sa forme juridique ; mais, dans la réalité, il avait

8. Aujourd'hui, cette thèse – qui minimise le national-socialisme – est encore populaire parmi certains partis de la gauche allemande. Elle repose sur le postulat tacite selon lequel le fascisme serait la forme la plus avancée du capitalisme. Voir à ce sujet Ulrike Ackermann, *Sündenfall der Intellektuellen. Ein deutsch-französischer Streit von 1945 bis heute*, Klett-Cotta, Stuttgart, 2000, p. 120 et suivantes, et 220 et suivantes.

9. Réédité par Klaus Hildebrand et complété d'une postface. Éditions Manesse, Zürich, 1996, p. 341 et suivantes.

10. Cette formulation devait garantir que la définition de « l'Allemagne » ne soit pas entachée par les conséquences de la politique national-socialiste d'annexion et d'expansion après 1937.

disparu de la carte. Plus tard, le *Random House Dictionary of the English Language* donnera de l'Allemagne la définition suivante : « *a former country in Central Europe.* »

De la division à l'unité

Après le schisme religieux du XVI^e siècle et la fin du Saint Empire romain, au début du XIX^e, 1945 représente la césure la plus profonde de l'histoire allemande récente, plus profonde encore que l'avènement de la république de Weimar, en 1918-1919, ou que la réunification de l'Allemagne, en 1989-1990. En 1945, en effet, le rêve d'une grande Allemagne était définitivement désavoué. Allemands et Autrichiens commencèrent alors à développer leur propre conscience nationale. Ce processus prit fin en mai 1955, date à laquelle la RFA se vit accorder sa souveraineté (moyennant certaines restrictions) par les trois puissances occidentales, et date de la signature du traité d'État entre les quatre puissances et l'Autriche.

Tandis que, pour les deux nations cousines, le souvenir d'un passé commun s'effaçait de plus en plus, il restait très présent dans d'autres pays d'Europe. C'est le constat que fit la politique étrangère allemande fin 1991-début 1992, lorsque Allemands et Autrichiens firent pression pour que la communauté internationale reconnût rapidement l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. La réponse qui parvint alors de Paris et de Londres, inquiètes, fut en fait une question : fallait-il voir là le signe d'un retour teuton à l'époque antérieure à 1914 ? De la même façon, au cours de l'été 2000, le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, justifia la participation de la RFA aux réactions communes de quatorze États membres de l'UE à l'encontre de l'Autriche en usant, entre autres, du remarquable argument selon lequel le gouvernement allemand, s'il avait adopté une position s'écartant de la position française, aurait d'emblée fait de Haider (héritier lointain des pangermanistes) un problème allemand : « *Compte tenu de ce qu'a été l'histoire, et c'est bien là ce dont nous devons nous prémunir, il en va de l'intérêt allemand*¹¹. »

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale et au lendemain du conflit, des millions de réfugiés et d'expulsés allemands originaires des régions

11. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision allemande ZDF le 30 juillet 2000.

situées à l'est de l'Oder et de la Neisse, des Sudètes et de diverses régions d'Europe de l'Est et du Sud-Est, affluèrent dans les zones d'occupation américaine, britannique, française et – dans une bien moindre mesure – soviétique. Même si cela paraît cynique, ce « nettoyage ethnique » explique pourquoi le problème de l'inadéquation des limites de l'État allemand et des limites de la nation allemande a aujourd'hui disparu. Et c'est à juste titre que Willy Brandt désigna comme l'un des plus grands succès de Konrad Adenauer le fait que la RFA fût parvenue à intégrer pacifiquement ces quelque douze millions d'individus¹², empêchant que naquît un climat de revanche explosif – une réussite à laquelle les responsables des associations d'expulsés contribuèrent largement. Quant au territoire, il fut grandement amputé : le *Reich* allemand de 1900 s'étendait sur 541 000 km² ; l'Allemagne de l'an 2000 en couvre 357 000. Comparé à ce qu'elle était avant 1914, l'Allemagne a été réduite de 34 %, et de 24 % par rapport à 1937.

Jusqu'au début de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, en 1969-1970, tous les partis démocratiques de RFA étaient d'accord pour reconnaître au moins verbalement que le tracé de la frontière germano-polonaise et l'appartenance de la moitié nord de la Prusse orientale à l'URSS (aujourd'hui, la région de Kaliningrad) représentaient deux problèmes en suspens sur le plan juridique et politique. Cette position fut pourtant de moins en moins défendue. Au printemps 1990, Helmut Kohl confronta les derniers partisans de l'objectif politique d'une restauration de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 à une question rhétorique : pourraient-ils assumer la responsabilité de bloquer indéfiniment la réunification de la RFA, de la RDA et de Berlin ? Voilà en effet à quoi l'on aurait abouti si les parlements et les gouvernements de RFA et de RDA n'avaient pas laissé entrevoir très clairement la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse par l'ensemble de l'État allemand souverain.

Il est vrai que, si les Allemands installés dans les zones d'occupation occidentales – devenues la RFA – acceptèrent de plein gré la proposition d'une intégration au sein des structures euro-atlantiques, ceux situés en zone d'occupation soviétique – la future RDA – furent

12. Voir Timothy Garton Ash, *In Europe's Name*, Random House, New York, 1993, p. 227.

contraints par la force de s'insérer dans les structures de l'empire stalinien. Cette asymétrie fondamentale perdura jusqu'à la fin de la guerre froide. En RFA, elle fut parfois masquée par une rhétorique intellectuelle de droite et de gauche (souvent teintée d'anti-américanisme) de l'équidistance entre Est et Ouest.

Enfin, contrairement à ce qui s'était passé sous la république de Weimar, on a pu assister dans la jeune RFA à une remarquable inversion des rôles : « *La gauche modérée a repris la partie nationale, tandis que la droite modérée misait sur une politique de l'intégration supranationale*¹³. » Les démocrates chrétiens ont accompli la performance historique d'orienter psychologiquement la bourgeoisie allemande vers l'Ouest et de lui ôter de l'esprit l'idée selon laquelle l'Allemagne occupait une position politico-culturelle intermédiaire entre la civilisation de l'Ouest et celle de l'Est. Les sociaux-démocrates, eux, ont montré aux ouvriers allemands le chemin vers un patriotisme éclairé sillonnant entre Charybde – l'idéologie brune d'une communauté (« *völkisch* »¹⁴) – et Scylla – l'internationalisme rouge.

Mais qu'en était-il de la question allemande ?

Équilibre européen : aucun des deux États allemands, ni la RFA ni la RDA, n'atteignit la « masse critique »¹⁵. Tous deux étaient solidement ancrés dans les systèmes d'alliances se faisant face, armés jusqu'aux dents, le long de la ligne de démarcation intra-allemande. Les deux gouvernements passaient pour des alliés particulièrement loyaux des puissances victorieuses dominantes, respectivement les États-Unis et l'URSS. L'attitude de la République fédérale face au statu quo européen était toutefois ambivalente : elle souhaitait le préserver dans la mesure où il garantissait la liberté des Allemands de l'Ouest, mais désirait le modifier dans la mesure où il réprimait la liberté des Allemands de l'Est. Quant à ses relations bilatérales avec Moscou, elle se voyait condamnée au sort de la femme de César, autrement dit à se

13. Winkler, *op. cit.* [5], p. 651.

14. Le mot *völkisch* pourrait être traduit par le terme neutre « ethnique » si le fait qu'il ait été un terme de prédilection des nazis ne lui donnait pas aujourd'hui une connotation raciste aussi marquée. Voir aussi la note de bas de page n° 1 concernant les diverses significations du mot *Volk* (peuple).

15. Voir Timothy Garton Ash, *In Europe's Name. Germany and the Divided Continent*, Random House, New York, 1993, p. 384.

trouver au-dessus de tout soupçon¹⁶ – notamment au-dessus du soupçon de souhaiter un nouveau « Rapallo ».

Certes, la RFA pesait économiquement et démographiquement légèrement plus lourd que la France et la Grande-Bretagne. Mais elle ne disposait pas des insignes déterminants pour une grande puissance : l'arme atomique et un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La présence des quatre puissances à Berlin lui rappelait tous les jours qu'elle était encore loin de jouir d'une souveraineté complète. Pour reprendre une formule maintes fois utilisée, la RFA était « *un géant économique mais un nain politique* ».

Pourtant, elle consacra une large part de son énergie à la construction d'une Europe unie. Ses motivations étaient un mélange d'idéalisme et de réalisme. Au même titre que l'adhésion à l'Alliance atlantique, l'intégration européenne devait ancrer solidement la RFA (et le moment venu toute l'Allemagne) dans la culture politique des démocraties occidentales. Voilà ce qui faisait et qui fait toujours – selon les termes de la première déclaration gouvernementale d'Helmut Kohl, en 1982 – le « *cœur même de la raison d'État allemande* ». L'objectif consistant à surmonter le cauchemar allemand des coalitions en imposant un ordre supranational stable a également été de toute première importance : il a dans le même temps permis de libérer les voisins de leur cauchemar de l'unification allemande.

Démocratie libérale : le problème de l'adéquation entre démocratie et État national ne se posait pas, puisque ni la RFA ni la RDA n'étaient des États nationaux. La constitution de la RFA correspondait aux constitutions d'autres démocraties occidentales et son ordre politique n'a cessé de se montrer – en dépit de toutes les prévisions pessimistes – extraordinairement résistant face aux maux de l'extrémisme politique. On pouvait difficilement concevoir plus franc contraste avec « le Reich insatisfait » de Guillaume II, l'instabilité de la république de Weimar (14 ans) ou même la fureur barbare du « *III^e Reich* » (12 ans) : le nombre d'années durant lesquelles Adenauer exerça les fonctions de chancelier équivaut presque à la longévité de Weimar ; Kohl les a exercées plus longtemps encore (16 ans). « Stabilité » est devenue le

16. Voir Timothy Garton Ash, *The Uses of Adversity*, Granta Books, Cambridge, 1989, p. 65.

leitmotiv d'un peuple qui avait connu, durant la première moitié du XX^e siècle, un excès d'instabilité.

Identité nationale : puisque ni la RFA ni la RDA n'étaient des États nationaux, toutes deux ont dû en quelque sorte redéfinir leur identité. Selon la « théorie de l'identité » validée par le tribunal constitutionnel suprême, la République fédérale se considérait sur le plan *juridique* comme la continuation du *Reich* allemand. Cela supposait qu'elle fût officiellement disposée à reconnaître sa responsabilité historique dans les crimes du « III^e Reich ». Jusqu'à la fin des années 60, la RFA revendiqua en outre le monopole de la représentation politique de l'ensemble de l'Allemagne à l'étranger (implicitement donc également de la RDA).

Bien que l'*Ostpolitik* du gouvernement Brandt eût reconnu le statu quo européen, la RFA resta attachée à la thèse de l'existence d'une nationalité unique pour l'ensemble de l'Allemagne. Or ce principe juridique correspondait de moins en moins à la manière dont les Allemands de l'Ouest considéraient leur existence. Le sentiment dominant qu'ils avaient d'eux-mêmes – du moins en ce qui concerne les Allemands ayant grandi en RFA après 1945 – était finalement un sentiment « post-national ». Son expression se retrouvait dans le constat selon lequel on se sentait davantage européen qu'allemand. Symbolisant tout spécialement la stabilité et le succès économique de la deuxième démocratie allemande, le *deutsche Mark* a constitué un important point d'ancrage de l'identité ouest-allemande.

De son côté, après avoir tenté de faire valoir sa légitimité aux yeux de toute l'Allemagne en tant qu'héritière de ce qu'elle appelait les éléments « de progrès » des traditions prussiennes, la RDA se contenta durant ses dernières années de cette raison d'être idéologique : « *Être l'alternative socialiste à la RFA capitaliste*¹⁷. » Le mythe de sa fondation reposait sur la « résistance antifasciste ». Le SED se plaça le premier dans cette tradition, puis l'État qu'il contrôlait. Incarnation dans l'histoire allemande des forces de lumière, le régime est-allemand s'est, entre autres, vu libéré de l'obligation d'accorder réparation aux survivants de l'holocauste.

17. D'après Otto Reinhold, chef de file des communistes est-allemands, le 19 août 1989 à la radio DDR II.

L'Allemagne unifiée

Au fil des ans se forgea l'impression que la question allemande avait été résolue. La fin de la suprématie soviétique à l'est du rideau de fer était à peine pensable, et la plupart des Allemands semblaient s'être résignés à vivre divisés. Aussi la chute du Mur en 1989 et la réunification en 1990 ont-elles créé un effet de surprise pour bon nombre d'Allemands de l'Ouest. Ils ont soudain dû s'habituer à l'idée que l'époque « post-nationale » était révolue et que la RFA était devenue du jour au lendemain un État national. Bien sûr, l'unité intérieure de l'Allemagne – c'est-à-dire le rapprochement culturel, économique et social des deux parties du pays – est encore loin d'être une réalité. Globalement, la situation peut être illustrée par la formule « un État, deux sociétés ». Mais, dix ans après la restauration de l'unité nationale, on peut oser affirmer que la question allemande est enfin résolue.

Identité nationale : le fait que l'État souverain dans son intégralité ait reconnu la frontière occidentale polonaise et l'appartenance du nord de la Prusse orientale à la Russie a rétabli définitivement l'adéquation entre les limites de l'État et celles du peuple allemand. Nationalité et citoyenneté ne sont plus antagonistes – comme au temps de la séparation, lorsque s'appliquait la formule « une nation, deux États ». Désormais, la voie est libre pour une compréhension de soi reposant moins sur des aspects ethno-culturels et davantage sur des aspects républicains – avec les répercussions que cela doit avoir en matière de politique d'immigration et de naturalisation.

Démocratie libérale : la continuité constitutionnelle de « l'ancienne » République fédérale est assurée. Cela vaut également pour les réflexes anti-extrémistes de la société allemande, même s'ils ne sont aujourd'hui pas encore aussi évidents à l'Est qu'à l'Ouest.

Équilibre européen : l'ambivalence passée de la RFA vis-à-vis du statu quo a disparu – l'Allemagne ne souhaite pas le réviser mais le conserver. Le problème de la prépondérance allemande est devenu obsolète du fait du solide ancrage de la RFA dans l'Union européenne. Les rivalités au sein de l'Union sont domestiquées par les institutions communes et restent civilisées. L'Allemagne n'a ni le droit ni l'ambition de posséder son propre arsenal atomique, et ses chances d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU sont pour

l'instant plutôt floues. La fin de l'époque coloniale a irrémédiablement mis un terme à l'ère des rivalités déstabilisantes pour la meilleure « place au soleil » (Guillaume II). Et la réconciliation franco-allemande a éliminé l'un des plus dangereux facteurs de l'instabilité européenne. Ceux qui déplorent la dynamique insuffisante des relations « transrhénanes » devraient garder cela à l'esprit.

L'Allemagne fait indubitablement partie de l'Occident ; elle n'est plus vouée au sort de la femme de César. Mais les jeunes démocraties situées entre la RFA et la Fédération de Russie, elles aussi, veulent en faire partie. Même si l'Allemagne souhaitait de nouveau jouer le rôle d'une puissance oscillant entre l'Est et l'Ouest, elle en serait empêchée par le fait que la Russie ne représente plus un partenaire séduisant avec lequel la RFA puisse s'entendre au détriment des intérêts de l'Occident – ou de l'Europe centrale et orientale. Les relations germano-polonaises n'ont jamais été aussi bonnes depuis 250 ans. Elles sont placées sous le signe de la parité, du souvenir commun d'avoir été libérés de l'hégémonie soviétique, et ne sont plus encombrées par des considérations bilatérales relatives aux frontières. L'engagement de la RFA en faveur de l'extension de l'OTAN et de l'UE vers l'Est montre que les rêves d'une Allemagne assumant un rôle particulier au sein de la « *Mittel Europa* » appartiennent désormais au passé : l'objectif de la politique étrangère allemande n'est plus l'hégémonie de Berlin mais le partenariat à travers Bruxelles. D'ailleurs, dans l'est de l'Europe, la langue parlée en majorité par les élites n'est plus aujourd'hui l'allemand ni le français mais l'anglais.

En outre, l'Allemagne de l'an 2000 est une société vieillissante et saturée qui a peur du risque et ne raffole pas d'horizons lointains (hormis pour les congés d'été, à Majorque). L'Allemagne de 1900 était au contraire une société jeune, en pleine expansion démographique et avide de grandes entreprises. Pour les voisins de l'Allemagne – et pour les Allemands eux-mêmes –, cette comparaison devrait être rassurante. Mais ne devons-nous pas plutôt nous inquiéter de ce que l'Allemagne perde de sa dynamique et de sa capacité d'innovation, ne serait-ce qu'à cause des conséquences négatives sur la valeur de l'euro ?

Les historiens polémiquent toujours autour de la question de savoir si la voie empruntée par l'Allemagne entre 1806 et 1990 peut être qualifiée d'« exception allemande » (*deutscher Sonderweg*). Un des argu-

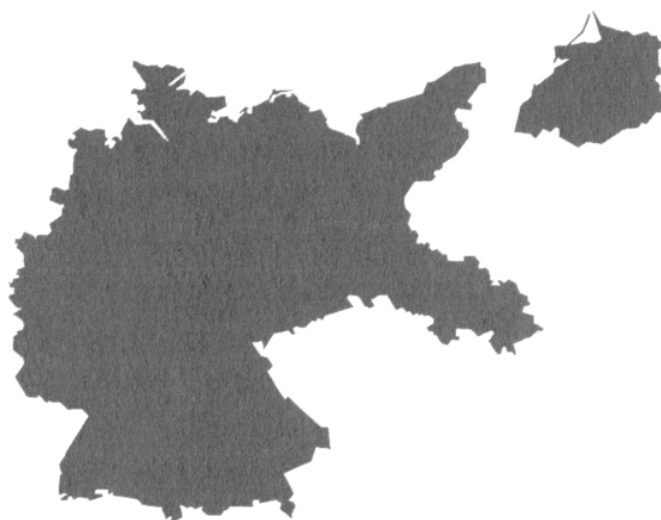
ments avancés par les défenseurs de ce point de vue était que les Allemands – contrairement aux Anglais et aux Français – n’avaient jamais réussi de révolution. C’est là un aspect que l’on peut désormais contester. Joachim Gauck¹⁸, éminent défenseur des droits de l’homme en ex-RDA, prétend ainsi : « *Les Allemands de l’Est ont apporté quelque chose de très rare et d’extrêmement précieux à notre histoire allemande : les habitants de Leipzig, Rostock et d’ailleurs ont surmonté leur peur et lutté avec succès pour la liberté, le droit et la démocratie. Ils ont acheté à tous les Allemands un ticket d’entrée dans le cercle des nations détentrices de leur propre tradition révolutionnaire de la liberté... Lorsqu’ils s’entretiennent avec les Anglais, les Hollandais, les Français et les Américains, les Allemands ont désormais une plus grande conscience d’eux-mêmes qu’avant 1989. C’est là le cadeau que nous, Allemands de l’Est, avons fait à la nation.* »

Toutefois, Joachim Gauck sait aussi que le patient est susceptible de refuser la thérapie qu’il recommande : « *Tant que les Allemands se complairont dans l’idée que notre nation ne peut qu’échouer, tant que nous nous considérerons uniquement comme un peuple de coupables, nous n’aurons toujours pas compris combien est précieux le cadeau fait par les Allemands de l’Est à notre conscience collective. Or si nous ne parvenons pas à intégrer des expériences positives dans notre compréhension de nous-mêmes, malheur à nous !* »

18. Dans l’entretien avec l’auteur, voir *Rheinischer Merkur*, 1^{er} octobre 1999, p. 3 et 4.



1900 – Allemagne



1937 – Allemagne



2000 – Allemagne